

Friedrich A. HAYEK

L'utilisation de l'information dans la société

I

Quel problème cherchons-nous à résoudre lorsque nous essayons de construire un ordre économique rationnel ? A partir de certaines hypothèses familières, la réponse est assez simple. Si nous possédons tous les renseignements utiles, si nous partons d'un système de préférences donné, et si nous avons une connaissance complète des moyens disponibles, le problème qui reste posé est purement logique. En effet, la réponse à la question de la meilleure utilisation possible des moyens disponibles est implicite dans nos hypothèses. Les conditions que doit remplir la solution de ce problème d'optimalisation ont été entièrement dégagées et peuvent être présentées de la meilleure manière possible mathématiquement : pour les résumer, on peut dire que les taux marginaux de substitution entre n'importe quels biens ou facteurs pris deux à deux doivent être les mêmes quelle que soit leur utilisation.

Malheureusement, ceci n'est vraiment pas le problème économique auquel une société doit faire face.

Et le calcul économique que nous avons développé pour résoudre ce problème logique, bien qu'il soit une étape importante vers la solution du problème économique d'une société, ne fournit aucune réponse à ce dernier. La raison en est que les données à partir desquelles se fonde le calcul économique ne sont pas et ne peuvent pas être, lorsqu'elles concernent la société toute entière, « données » pour un individu. Un caractère particulier du problème de l'ordre économique rationnel est lié précisément au fait que la connaissance de l'environnement dont nous pourrions avoir besoin n'existe jamais sous une forme concentrée ou agrégée, mais seulement sous forme d'éléments dispersés d'une connaissance incomplète et fréquemment contradictoire que tous les individus séparés possèdent en partie. Le problème économique d'une société n'est dès lors plus seulement un problème d'allocation de ressources données — si le terme de « données » signifie « données à un seul esprit qui pourrait résoudre le problème ainsi posé ». Il s'agit plutôt d'obtenir la meilleure utilisation possible de ressources connues par n'importe lequel des membres de la société, à des fins dont l'importance relative est connue de ces individus et d'eux seuls. Ou, pour résumer ceci, il s'agit d'un problème d'utilisation de la connaissance, laquelle n'est donnée à personne dans sa totalité.

Cet aspect d'un problème fondamental a été, je le crains, plus obscurci qu'éclairé par la plupart des récents raffinements de la théorie économique, et par-

ticulièrement par le goût des travaux mathématiques.

Bien que le problème dont je souhaite traiter ici soit un problème d'organisation économique rationnel, je serai amené çà et là à montrer les connexions étroites qu'il entretient avec certaines questions méthodologiques. La plupart des points que je veux soulever sont en fait des conclusions auxquelles plusieurs démarches intellectuelles diverses ont, de manière paradoxale, abouti. A mes yeux, il n'y a pas là de surprise. Il me semble que la plupart des débats actuels concernant la théorie économique et la politique économique ont leur commune origine dans une conception erronée de la nature du problème économique d'une société. Cette conception erronée est due à son tour à une adaptation fallacieuse des méthodes de pensée des sciences naturelles aux sciences de l'homme.

II

Dans le langage ordinaire, nous utilisons le mot de planification pour décrire le réseau de décisions que nécessite l'allocation des ressources disponibles.

En ce sens, toute activité économique est une planification ; et dans n'importe quelle société où beaucoup d'individus collaborent, cette planification, quel qu'en soit l'auteur, devra dans une certaine mesure être fondée sur une connaissance qui, a priori, n'est pas donnée au planificateur mais à quelqu'un d'autre, et qui devra donc être transmise au planificateur. Le problème crucial pour toute théorie visant à expliquer le processus économique est relatif aux différents canaux qu'emprunte l'information sur laquelle les individus construisent leurs plans. Et le problème de la meilleure utilisation possible de l'information, laquelle se trouve au départ dispersée entre tous les individus, est au moins un des problèmes principaux de la politique économique ou de la construction d'un système économique efficace.

La réponse à cette question est liée directement à l'autre question qui se pose, à savoir : qui doit faire la planification ? C'est autour de cette question que tout le débat sur la planification économique tourne. Il ne s'agit pas de savoir s'il doit y avoir ou non de la planification. Il s'agit de savoir si la planification doit être centralisée par une autorité pour le système économique tout entier, ou doit être répartie entre de nombreux agents. La planification, au sens particulier dans lequel ce terme est utilisé dans les controverses contemporaines renvoie nécessairement à la planification centralisée, c'est-à-dire à la direction du système économique tout entier en fonction d'un plan unifié. La concurrence, à l'inverse, renvoie à une planification décentralisée entre de nombreux agents séparés. A mi-chemin entre les deux se situe l'organisation de la planification par des industries organisées ou, en

d'autres mots, le monopole dont beaucoup de gens parlent mais que peu apprécient quand ils le rencontrent. Savoir lequel de ces systèmes a le plus de chances d'être le plus efficace dépend principalement de la question de savoir sous l'empire duquel de ces systèmes nous pouvons nous attendre à l'utilisation maximale de l'information existante, et ceci, à son tour, dépend du point de savoir si nous avons plus de chances de réussir en remettant entre les mains d'une seule autorité centrale toute l'information qui devrait être utilisée, mais qui se trouve à l'origine répartie entre de nombreux individus différents, ou bien en apportant aux individus l'information supplémentaire qui leur permette de confronter leurs projets avec ceux des autres.

III

Il paraît aussitôt évident, que sur ce point, la réponse dépend des différents types d'information ; et cette réponse renvoie elle-même à l'importance relative des différents types d'informations, à savoir celles qui sont à la disposition des individus eux-mêmes et celles dont on peut valablement penser qu'elles sont en la possession d'une autorité composée d'experts convenablement choisis. Si, aujourd'hui, on s'accorde à reconnaître que les experts se trouvent dans une meilleure position que les individus, c'est parce qu'un type particulier de connaissance, la connaissance scientifique, occupe une place si prééminente dans l'air du temps que nous avons tendance à oublier qu'il n'y a pas que ce type de connaissance qui soit intéressant. Il faut bien admettre qu'en ce qui concerne la connaissance scientifique, un groupe d'experts convenablement choisis peut se trouver dans la position la plus favorable pour disposer des connaissances les plus avancées — ce qui renvoie donc à la difficulté de sélectionner lesdits experts. Ce que je veux souligner, c'est qu'à supposer que ce problème puisse être résolu, il n'est que la partie émergée d'un problème important.

Aujourd'hui, il est presque hérétique de rappeler que la connaissance scientifique n'est pas la seule de toutes nos connaissances. Mais peu de réflexions montrent qu'il existe sans nul doute un ensemble très important mais inorganisé de connaissances qui ne peuvent être qualifiées de scientifiques, puisqu'elles n'ont pas trait à la connaissance de règles générales, mais à la connaissance de circonstances particulières de temps et de lieu. A cet égard, pratiquement chaque agent a un avantage sur tous les autres en ce qu'il possède une information unique dont on peut faire un usage bénéfique, mais dont l'usage ne peut être fait que si on laisse à cet agent le soin de prendre lui-même les décisions, ou si ces décisions sont prises avec sa coopération active. Il suffit simplement de se

souvenir de ce qu'il nous reste à apprendre dans chaque métier après que nous en avons acquis l'expérience théorique, de l'importance que prend dans notre vie professionnelle l'étude d'emplois particuliers, et enfin de l'importance, dans cette vie professionnelle, de la connaissance des gens, des conditions locales et des circonstances particulières. Connaître et utiliser une machine en partie inemployée, ou savoir comment mieux utiliser le talent de quelqu'un, avoir connaissance d'un stock sur lequel on pourra tirer durant une interruption d'approvisionnement, est socialement aussi utile que la connaissance des techniques alternatives les plus performantes. Et l'affréteur qui gagne sa vie en utilisant des cargos dont les trajets se feraient totalement ou à moitié à vide, ou l'agent immobilier dont la connaissance est exclusivement concentrée sur des occasions temporaires, ou l'arbitragiste qui tire profit de différences locales dans le prix des biens, remplissent tous des fonctions particulièrement utiles fondées sur une connaissance spéciale de circonstances passagères, ignorées des autres.

Il est étrange de constater que ce type de savoir est aujourd'hui généralement considéré avec une sorte de mépris, et que ceux qui obtiennent ainsi un avantage sur d'autres, pourtant mieux au fait des connaissances théoriques et techniques, sont regardés comme s'ils avaient agi de façon peu honorable. Tirer parti d'une meilleure connaissance des moyens de transports ou de communication est parfois estimé presque malhonnête, bien qu'il soit quasiment aussi important que la société puisse faire usage à cet égard de toutes ses possibilités que d'utiliser la dernière découverte scientifique. Ce préjugé a influé de manière considérable sur l'attitude à l'égard du commerce par rapport à la production. Même les économistes, qui pourtant s'imaginent supérieurs aux grossiers matérialistes du passé, commettent constamment la même erreur s'agissant de l'acquisition d'une telle connaissance pratique, sans doute parce que leur mode de pensée suppose que toute cette connaissance est « donnée ». L'idée maintenant répandue semble être qu'une telle connaissance, parce que cela va de soi, devrait être à la disposition de chacun, et le reproche d'irrationalité souvent brandi contre l'ordre économique existant est fréquemment fondé sur le fait qu'une telle connaissance n'est justement pas disponible. Cette opinion néglige le fait que le processus par lequel une telle connaissance peut être rendue la plus disponible possible est précisément le problème auquel nous devons trouver réponse.

IV

La mode contemporaine qui minimise l'importance de la connaissance des circonstances particulières de temps et de lieu est étroitement corrélée avec la

moindre importance accordée au changement en temps que tel. En fait, il y a peu de points de divergence entre les hypothèses généralement uniquement implicites, faites par les « planificateurs », et celles de leurs opposants en ce qui concerne la signification et la fréquence de changements qui rendent nécessaires des modifications substantielles des plans de production. Bien entendu, si des plans économiques détaillés pouvaient être établis à l'avance pour des périodes relativement longues, et ensuite strictement respectés de telle sorte qu'aucune autre décision économique significative ne soit nécessaire, la tâche consistant à réaliser un plan d'ensemble pour la conduite de toute l'activité économique paraîtrait singulièrement moins importante.

Il vaut donc peut-être la peine de rappeler que les problèmes économiques viennent toujours et seulement du changement. Tant que les choses continuent comme avant, ou en tous cas conformément à ce qu'on attend d'elles, aucun nouveau problème ne se pose qui nécessite une décision ou l'élaboration d'un nouveau plan. Émettre l'idée que les changements, ou du moins les ajustements quotidiens, sont devenus moins importants de nos jours, revient à soutenir que les problèmes économiques sont également devenus moins importants. Du reste, cette conviction d'une importance décroissante du changement est généralement l'apanage de ceux qui, par ailleurs, soutiennent que l'importance de l'économie a été peu à peu éclipsée par la montée en puissance de la connaissance technologique.

Est-il vrai qu'en raison du caractère élaboré de la production moderne, les décisions économiques ne sont prises qu'à de longs intervalles de temps, par exemple pour l'installation d'une nouvelle usine ou l'introduction d'un nouveau procédé ? Est-il vrai qu'une fois l'usine construite, le reste étant plus ou moins mécanique, déterminé par le type de l'usine, laisse peu de possibilités de changement pour s'adapter aux circonstances du moment, qui évoluent sans cesse ?

La réponse affirmative à ces deux questions, qui reçoit une approbation très générale, ne se trouve pas confirmée, autant que je puisse le savoir, par l'expérience pratique de l'entrepreneur. Dans une industrie compétitive — et une telle industrie peut servir à elle seule de test —, le souci d'empêcher les coûts de s'accroître requiert un combat constant et absorbe une grande part de l'énergie du dirigeant. Un dirigeant inefficace peut facilement annihiler les différences sur lesquelles repose la profitabilité, et il est possible, avec les mêmes procédés techniques, de produire à une grande variété de coûts : autant de lieux communs, tirés de l'expérience des affaires, qui ne semblent pas être si familiers aux économistes. La

très grande force du désir, sans cesse évoquée par les producteurs et les ingénieurs, de pouvoir produire sans être entravés par les considérations de coût, est un témoignage éloquent de l'importance que prennent ces coûts dans leur travail quotidien.

Une des raisons pour lesquelles les économistes sont de moins en moins aptes à comprendre les petits changements qui agitent le décor économique tient probablement à leur souci croissant de disposer d'un agrégat statistique qui soit beaucoup plus stable que les mouvements de détail. Cette stabilité relative des agrégats ne peut toutefois être attribuée — comme les statisticiens sont souvent incités à le faire — à la loi des grands nombres ou à la compensation des changements stochastiques. Le nombre d'éléments en cause n'est pas suffisamment grand pour que de telles forces accidentelles produisent de la stabilité. Le flux continu de biens et de services est maintenu par des ajustements délibérés et constants, par de nouvelles dispositions prises chaque jour à la lumière des circonstances, et ignorées la veille, par l'intervention de B qui remplace A lorsque celui-ci est défaillant. Même une usine importante et très mécanisée continue à fonctionner grâce à un environnement sur lequel elle peut s'appuyer en cas de besoins inattendus : des tuiles pour son toit, de la papeterie pour ses dossiers, et tous ces mille et un petits équipements qu'elle ne peut elle-même produire et qui doivent être disponibles sur le marché pour que les plans de production de l'usine soient respectés.

A ce sujet, je voudrais peut-être rappeler brièvement que le type de connaissance que j'étudie ne peut pas, par nature, être prise en compte par les statistiques, et ne peut donc pas être transmise à une quelconque autorité centrale sous forme statistique. Les statistiques qu'une telle autorité devrait utiliser ne pourraient être obtenues qu'en négligeant les différences mineures entre les choses, en les réunissant en un seul bloc de ressources de même type, alors qu'il s'agit d'entités qui diffèrent par la qualité ou toute autre particularité d'une manière qui peut se révéler très importante pour l'exercice d'une décision particulière. Il s'ensuit que la planification centralisée fondée sur l'information statistique ne peut pas, par nature, prendre en compte directement ces circonstances de temps et de lieu et que le planificateur central devra trouver le moyen de rendre à « l'homme de terrain » le pouvoir de prendre les décisions qui n'appartiennent qu'à lui.

V

Si nous pouvons admettre que le problème économique central d'une société est celui de l'adaptation rapide aux changements des circonstances particulières de temps et de lieu, il s'ensuit que les décisions

finales doivent être laissées à ceux qui connaissent ces circonstances, qui apprécient directement les changements en cause, et savent où trouver les ressources pour y faire face. On ne peut guère s'attendre qu'un tel problème soit résolu en confiant d'abord toute la connaissance à un bureau central qui, après l'avoir intégrée, transmettrait ses ordres. Nous sommes amenés à résoudre ces problèmes par une certaine forme de décentralisation, mais ceci ne répond qu'à une partie de notre problème. Nous avons besoin de la décentralisation, car c'est seulement ainsi que nous pouvons nous assurer que la connaissance particulière du temps et du lieu sera rapidement utilisée. Mais l'homme de terrain ne peut décider seul, sur la base de sa connaissance limitée, quoique profonde, des faits de son environnement immédiat. Reste le problème consistant à lui communiquer toute l'information supplémentaire dont il a besoin pour que ses décisions s'intègrent dans le réseau du système économique.

De quelles informations a-t-il besoin pour ce faire ? Quels événements survenus en dehors de son horizon de connaissances sont utiles à sa décision, et combien doit-il en connaître ?

Il n'y a presque rien qui advienne en ce monde qui n'ait d'effet sur la décision qu'il doit prendre. Mais il n'a pas besoin de connaître ces événements en tant que tels, ni la totalité de leurs effets. Il lui importe peu de savoir pourquoi, à un moment donné, tel type de vis de telle taille est plus demandé que tel autre, pourquoi les sacs en papier sont plus facilement disponibles que les sacs en toile, pourquoi le travail qualifié ou certaines machines sont pour le moment plus difficiles à se procurer. Tout ce dont il a besoin est de savoir dans quelle mesure ces biens sont plus ou moins difficiles à obtenir que d'autres biens dont il a besoin, ou la mesure dans laquelle sont demandés les autres biens qu'il produit ou utilise. Il s'agit toujours de l'importance relative des biens particuliers dont il a l'usage, et les causes qui déterminent cette importance relative ne présentent pas d'intérêt pour lui en dehors de leur effet sur les éléments concrets de son propre environnement.

C'est dans cet esprit que ce que j'ai appelé le calcul économique au sens propre du terme nous aide, au moins par analogie, à comprendre comment ce problème peut être résolu — et est en fait résolu — par le système des prix. Même un seul agent en possession de toutes les informations d'un petit système économique cohérent ne pourrait — à chaque fois qu'un menu ajustement dans l'allocation des ressources devrait être fait — étudier explicitement toutes les relations existantes entre les produits et les facteurs de

production qui pourraient être affectées par cet ajustement.

C'est en fait l'un des grands apports de la théorie pure des choix que d'avoir démontré de manière concluante que même un seul agent peut résoudre ce type de problème en construisant et en utilisant à chaque fois des taux d'équivalence (ou des valeurs, ou des taux marginaux de substitution), c'est-à-dire en affectant à chaque type de ressource rare un index numérique qui n'ait aucun lien avec une quelconque caractéristique de ce bien particulier, mais qui reflète ou dans laquelle est résumée sa signification au regard de la structure de production. A l'occasion de chaque petit changement, il devra seulement prendre en compte ces indices quantitatifs (ou valeurs) dans lesquels toute l'information adéquate est concentrée ; et en ajustant les quantités une à une, il peut redistribuer de manière appropriée ses actifs sans avoir à résoudre le problème *ab initio*, ou sans avoir à étudier à chaque étape la totalité de ses ramifications.

Fondamentalement, dans un système où l'information sur les faits est dispersée entre de nombreux agents, les prix peuvent jouer de telle manière qu'ils coordonnent les actions séparées d'agents différents, de la même manière que les valeurs subjectives aident un individu à coordonner les différents aspects de son projet. On peut s'arrêter ici un moment pour étudier un exemple banal et simple du rôle du système des prix, pour voir ce que précisément ce dernier accomplit. Supposons qu'apparaisse dans le monde une nouvelle opportunité pour l'utilisation d'une matière première, par exemple l'étain, ou qu'une des sources de production de l'étain ait disparu. Il importe peu pour notre propos — et il est significatif que cela importe peu — de savoir laquelle de ces deux causes a rendu l'étain plus rare. Tout ce que les utilisateurs d'étain ont besoin de savoir, c'est qu'une partie de l'étain qu'ils consommaient jusqu'alors est maintenant utilisée de manière plus profitable ailleurs et qu'en conséquence, ils doivent économiser l'étain. La plus grande majorité d'entre eux n'a pas même besoin de savoir où la demande supplémentaire est apparue, ou en faveur de quelle autre utilisation il doit y avoir réduction de l'offre. Si une partie d'entre eux seulement connaît directement la nouvelle demande et y affecte des ressources, et si les agents qui sont conscients du nouveau déséquilibre ainsi apparu le combleront avec d'autres ressources, le processus s'étendra rapidement à l'ensemble du système économique et influencera non seulement tous les usages de l'étain, mais aussi ceux de ses substituts et des substituts de ses substituts, l'offre de tous les produits faits à partir de l'étain et celle de leurs substituts, et ainsi de suite, et ce, sans que la grande majorité de ceux qui seront à l'origine de ces substitutions sache quoi que ce soit de la cause

première de ces changements. Cet ensemble joue comme un seul marché, non pas parce que chacun de ses membres étudie son propre environnement, mais parce que les champs de vision individuels limités se recouvrent suffisamment, de telle sorte qu'à travers de nombreux intermédiaires, l'information en cause est communiquée à tous. Le simple fait qu'il y a un prix pour chaque bien — ou plutôt que les prix locaux sont connectés entre eux pour tenir compte du coût de transport, etc. — détermine la solution qui (d'un pur point de vue intellectuel) aurait été celle à laquelle un agent unique serait arrivé en possédant toute l'information qui est en fait dispersée entre tous les agents impliqués dans ce processus.

VI

Nous devons considérer le système des prix comme **un mécanisme de communication** de l'information si nous voulons comprendre sa fonction réelle — fonction qu'il assure évidemment de moins en moins parfaitement au fur et à mesure que les prix deviennent de plus en plus rigides. (Du reste, même lorsque les prix affichés sont devenus relativement rigides, les forces qui opéreraient à travers les changements de prix continuent d'opérer dans une très large mesure à travers les changements des autres termes du contrat.) L'aspect le plus significatif de ce système est l'économie de connaissance qu'il permet, ou, ce qui revient au même, le peu de connaissance dont les participants ont besoin pour pouvoir prendre la mesure qui s'impose. En bref, pour raisonner par analogie, l'information la plus essentielle est seule transmise, et transmise uniquement aux agents concernés. C'est plus qu'une métaphore que de décrire le système des prix comme une simple machine d'enregistrement du changement, ou un système de télécommunication qui permet aux producteurs individuels de se borner à regarder le mouvement de quelques aiguilles, comme un ingénieur peut consulter quelque cadran, et d'ajuster ainsi leurs activités à des changements dont ils ne sauront jamais plus que ce que le mouvement des prix aura reflété. A l'évidence, ces ajustements ne sont probablement jamais aussi parfaits que l'économiste les conçoit dans son analyse de l'équilibre. Mais je crains que notre habitude théorique d'envisager cette question en supposant une connaissance plus ou moins parfaite de la part de tout un chacun ne nous ait rendus quelque peu ignorants de la fonction réelle du mécanisme des prix et ne nous ait conduits à dégager des critères erronés pour juger de son efficacité. Ce qu'il y a de merveilleux dans un cas comme celui de la rareté d'une matière première, c'est que, sans qu'il y ait eu d'ordre initial, sans que plus qu'une poignée d'acteurs ait su la cause initiale, des dizaines de milliers de gens dont l'identité ne pourrait être connue

que par des mois d'investigation sont conduits à utiliser la matière première, ou ses produits dérivés, avec davantage de mesure, et que, ce faisant, ils agissent de façon adéquate. Ceci est en soi une merveille, même si, dans un monde toujours mouvant, tous n'atteindront pas à ce stade de perfection auquel les taux de profit sont maintenant à leur même niveau constant ou « normal ».

J'ai délibérément utilisé ce mot de « merveille » pour choquer le lecteur et le tirer de la complaisance dont nous faisons preuve à l'égard d'un mécanisme qui est souvent tenu pour acquis. Je suis convaincu que s'il résultait d'une construction humaine délibérée, où les agents guidés par le changement intervenu dans le système des prix comprendraient que leurs décisions ont une portée qui dépasse notablement leur vocation immédiate, ce, mécanisme aurait été célébré comme l'un des plus grands triomphes de l'esprit humain. Son double malheur vient de ce qu'il n'est pas un produit du cerveau humain et que les agents qui sont guidés par lui ne savent généralement pas pourquoi ils font ce qu'ils font. Mais ceux qui réclament « une direction consciente » — et qui ne peuvent croire qu'une chose qui a évolué sans dessein (et même sans que nous la comprenions) puisse résoudre des problèmes que nous serions incapables de résoudre consciemment — devraient se souvenir de ceci : le problème est justement d'étendre le champ d'utilisation de nos ressources au-delà du champ des contrôles ouverts à un esprit humain ; et, par conséquent, de se dispenser du besoin d'un contrôle conscient, et de créer des incitations qui pousseront les individus à agir dans un sens désirable sans que personne leur ait dit ce qu'il fallait faire.

Le problème que nous rencontrons ici n'est en aucune manière propre à l'économie, mais est relié à peu près à tous les phénomènes sociaux, au langage et à la plupart de notre héritage culturel, et constitue vraiment le problème théorique central de toute la science sociale.

Comme Alfred Whitehead l'a dit à un autre propos, « c'est un truisme profondément faux, répété par tous les livres classiques et par les élites lorsqu'elles prononcent des discours, que nous devons cultiver l'habitude de penser ce que nous faisons. La vérité est à l'opposé. La civilisation avance en augmentant le nombre d'opérations importantes que nous pouvons réaliser sans y penser ». Ceci a une profonde signification dans le domaine social. Nous utilisons constamment des formules, des symboles, des règles dont nous ne comprenons pas la signification et grâce auxquels nous profitons d'une connaissance qu'individuellement nous ne possédons pas. Nous avons développé ces pratiques et ces institutions en les construisant sur des habitudes et des institutions qui se sont révélées bénéfiques dans leur propre sphère, et

qui a leur tour sont devenues le fondement de la civilisation que nous avons bâtie.

Le système des prix est justement une de ces institutions que l'homme a appris à utiliser (bien qu'il soit très loin d'avoir appris à en faire le meilleur usage) après avoir buté dessus sans l'avoir compris. A travers ce système, non seulement la division du travail mais également l'utilisation coordonnée des ressources fondées sur une connaissance divisée de manière égale sont devenues possibles. Ceux qui aiment se moquer de cette idée la déforment en insinuant qu'elle revient à dire que par quelque miracle, ce système est spontanément apparu, justement pour être le mieux adapté à la civilisation moderne. C'est exactement l'inverse : l'homme a été capable de développer cette division du travail sur laquelle notre civilisation est fondée parce qu'il a découvert par hasard une méthode qui le lui permettait. S'il ne l'avait pas fait, il aurait pu créer un autre type de civilisation, tout à fait différent, comme l'« État des fourmis » ou tout autre type unimaginable. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que personne n'a réussi jusqu'à maintenant à concevoir un système alternatif dans lequel certaines caractéristiques du système existant seraient préservées — caractéristiques chères même à ceux qui les critiquent violemment — comme, par exemple, **la liberté pour chaque individu de choisir son destin** et d'y affecter librement sa propre connaissance et son talent.

VII

Il est à nombre de points de vue heureux que le débat sur le caractère indispensable d'un système des prix pour un calcul rationnel dans une économie complexe commence à échapper à l'affrontement des camps politiquement opposés. La thèse selon laquelle sans système des prix, nous ne pourrions pas préserver une société fondée sur une division extensive du travail comme la nôtre, fut accueillie avec beaucoup de dérision quand elle fut pour la première fois énoncée par von Mises il y a vingt-cinq ans. De nos jours, les difficultés que rencontrent certains pour les accepter ne sont plus principalement politiques, et ceci rend l'atmosphère plus favorable à une discussion raisonnable. Lorsqu'on voit Léon Trotsky soutenir que « la comptabilité économique est impensable sans relations de marché » ; lorsque le professeur Oscar Lange promet au professeur von Mises une statue dans la grande salle du futur Bureau de planification centrale ; et lorsque le professeur Abba P. Lerner redécouvre Adam Smith et souligne que l'utilité essentielle du système des prix consiste en ce qu'il conduit l'individu, qui veut satisfaire son propre intérêt, à agir dans le sens de l'intérêt général — les différences ne relèvent plus en vérité des préjugés politiques. Les

avis contraires procèdent davantage d'oppositions purement intellectuelles et plus particulièrement méthodologiques.

Un point de vue récent du professeur Joseph Schumpeter, exprimé dans *Capitalisme, socialisme et démocratie*, reflète précisément ces différences méthodologiques auxquelles je fais allusion. Son auteur occupe une place prééminente parmi les économistes qui étudient les phénomènes économiques à la lumière d'un certain positivisme. Pour lui, ces phénomènes apparaissent comme mettant en jeu des quantités données de biens, qui s'ajustent pratiquement sans intervention des agents humains ni, semble-t-il, une quelconque intervention de l'esprit humain. Ce substrat de sa pensée me permet à lui seul de comprendre l'affirmation suivante, qui ne m'en paraît pas moins renversante. Le professeur Schumpeter soutient que la possibilité d'un calcul économique rationnel en l'absence de marchés des facteurs de production vient, pour les théoriciens, « de la proposition élémentaire que les consommateurs, en évaluant (“demandant”) des biens de consommation, *ipso facto* évaluent également les biens de production qui entrent dans la production de ces biens ¹ ».

1. J. Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie* (New York, Harper, 1942), p. 115. Le professeur Schumpeter, est, je crois, également l'auteur originel du mythe selon lequel Pareto soutenait que Barone avait « résolu » les problèmes du calcul socialiste. Ce qu'il fit, et beaucoup d'autres avec lui, ce fut tout simplement d'établir les conditions que devait remplir l'allocation rationnelle des ressources et de souligner que ces conditions étaient essentiellement les mêmes que celles d'un équilibre sur un marché compétitif. Autre chose est de montrer comment une allocation de ressources remplissant ces conditions peut exister dans la réalité. Pareto lui-même (dont Barone a pratiquement tiré tout ce qu'il avait à dire), loin de soutenir qu'il avait résolu le problème pratique, nie en fait explicitement que ce problème puisse être réglé sans l'aide d'un marché. Voir son *Manuel d'économie pure* (2^e édition, 1927), p. 233-234. Le passage intéressant est noté dans la traduction anglaise ou début de mon article sur « Calcul socialiste : la solution compétitive », dans *Economica, new series*, vol. VIII, n^o 26, mai 1940, p. 125.

Pris littéralement, cet argument est tout simplement faux. Les consommateurs ne font rien de la sorte. Ce que le *ipso facto* du professeur Schumpeter veut probablement dire, c'est que la valorisation des facteurs de production est contenue dans — ou nécessairement dérivée de — la valorisation des biens de consommation. Mais ceci n'est pas plus juste. L'induction est un

procédé logique qui n'a de sens que lorsque les propositions qu'il met en jeu sont présentes en même temps à un esprit donné. Il est évident, au contraire, que les valeurs des facteurs de production ne dépendent pas seulement de l'évaluation des biens de consommation, mais également des conditions d'offre des différents facteurs de production. Tous ces faits devraient être simultanément connus à un esprit donné pour qu'il connaisse la réponse qui en découle. Le problème pratique, toutefois, naît précisément de ce que l'ensemble de ces faits n'est jamais donné à un seul esprit et qu'en conséquence il est nécessaire, pour résoudre le problème, de tenir pour acquis que la connaissance est dispersée entre de nombreux agents.

Le problème n'est donc en rien résolu par l'affirmation selon laquelle tous les faits, s'ils étaient connus par un seul esprit (comme ils sont censés par hypothèse être donnés à l'économiste qui observe), détermineraient la solution. Nous devons montrer en revanche comment cette solution procède des interactions entre des agents dont chacun possède seulement une connaissance partielle. Supposer l'information donnée à un seul esprit, de la même manière que nous supposons qu'elle nous est donnée en tant qu'économiste voué à l'analyse, évacue le problème et néglige tout ce qui est important et significatif dans le monde réel.

Qu'un économiste de la réputation du professeur Schumpeter soit ainsi tombé dans le piège que l'ambiguïté du terme « donné » tend aux inattentifs, ne peut guère s'expliquer par une simple erreur. Cela suggère plutôt qu'est entachée d'un vice fondamental une approche qui néglige systématiquement une partie essentielle des phénomènes dont nous devons nous occuper : le caractère inévitablement imparfait de la connaissance humaine et le besoin subséquent d'un processus par lequel l'information est sans arrêt communiquée et acquise. Toute approche, comme celle de l'économie mathématique avec ses équations simultanées, qui part en réalité de l'hypothèse selon laquelle la connaissance des individus correspond aux faits objectifs de la situation, manque à expliquer ce que nous devons d'abord expliquer. Je suis loin de contester l'utilité, pour notre système, de l'analyse en termes d'équilibre. Mais quand elle conduit certains de nos plus éminents penseurs à croire que la situation qu'elle décrit peut servir à résoudre les problèmes concrets, il est temps de se souvenir qu'elle laisse de côté les phénomènes sociaux et ne constitue guère qu'un préalable utile à l'étude de la question fondamentale. (*) (**)

mot signifie « connaissance », F.A. Hayek l'utilise le plus souvent comme synonyme d'« information ». L'article traite bien en réalité de l'information au sens de la théorie économique et notamment du rôle du système des prix comme véhicule de l'information (en ce sens, F.A. Hayek, *Droit, législation et liberté*, Paris, Presses universitaires de France 1983, t. 3, p. 81, où Hayek fait référence aux conditions de la concurrence pure et parfaite). Nous avons choisi en conséquence d'user en général du mot d'« information » de préférence à celui de « connaissance ».

** Traduction Véronique de Mareuil.

[Friedrich A. Hayek. « L'utilisation de l'information dans la société ». In : *Revue française d'économie*. [Volume 1, N° 2, 1986](#), pp. 117-140.]

* La traduction du mot anglais « *knowledge* » pose ici un problème délicat. Bien qu'au sens strict, ce

Commentaire

Hayek est à la mode, d'ailleurs plus en raison de la théorie politique qu'on lui prête (concernant la relation entre les structures économiques et les libertés civiles) qu'en raison de son apport à la science économique proprement dite. Sur le premier point, on consultera notamment le remarquable article de Raymond Aron : « La définition libérale de la liberté », à propos de l'ouvrage de Hayek, *The constitution of liberty*¹, et celui de Alain Caillé : « Pour une critique de la raison libérale critique », à propos de *Droit, législation et liberté*². Le présent commentaire n'a quant à lui d'autre but que de préciser la portée exacte de la réflexion économique de Hayek concernant le marché, dont le caractère novateur, voire en quelque manière hétérodoxe, mérite d'être souligné.

Parmi les textes que F.A Hayek consacre à l'économie de marché dans les années 40, *The use of knowledge in Society*³ apparaît comme l'un des plus achevés.

L'auteur rompt avec l'approche néo-classique traditionnelle : le problème économique fondamental que la société doit résoudre, si elle veut instituer un ordre économique rationnel, n'est pas d'abord celui de l'allocation des ressources rares, mais celui de l'information, par nature dispersée et incomplète. Dans une telle perspective, le marché apparaît comme le système d'organisation sociale le plus efficace pour corriger cette imperfection. L'économie de marché n'est donc plus définie par rapport au concept de rareté, mais par rapport à celui d'information. Cet article de 1945, qui n'est qu'une étape dans la pensée hayékienne du marché, contribue au renouvellement de la théorie de l'entrepreneur

La théorie néo-classique décrit un univers où l'allocation des ressources rares de la société est la fonction fondamentale du marché. Elle définit des fonctions de comportement du consommateur et du producteur qui sont censés connaître, le premier, la structure de ses préférences et de ses besoins en fonction d'une hiérarchie de valeurs dont on suppose qu'elle n'a aucun mystère pour lui, le second les structures de préférences de ses clients, les caractéristiques et les prix des produits concurrents, ainsi que les techniques de maximisation du profit au moindre coût. Il en résulte un arbitrage mécanique dans l'affectation des ressources : « Pour chaque produit, pour chaque marché se dégagent par tâtonnement un prix et une quantité d'équilibre qui assurent l'ajustement de l'ensemble des projets individuels de consommation et de production. Personne ne désire plus que ce que le sys-

tème est en mesure de lui donner. Aucun producteur ne cherche à produire plus que ce que le marché est en mesure de lui acheter⁴ ». Le modèle walrassien de concurrence pure et parfaite se révèle irréaliste. Aucune connaissance parfaite du monde dans lequel nous vivons n'est possible. Aussi, les économistes néo-classiques ont-ils imaginé, dans les années 30, des schémas plus proches de la réalité en introduisant le concept de concurrence imparfaite, la théorie des jeux et les variables d'incertitude.

Cependant, l'école autrichienne conteste une idée essentielle, commune à l'ensemble de ces travaux : les néo-classiques raisonnent à partir de données objectives et a priori, sans prendre en compte la perception personnelle et subjective que les individus ont de leur environnement, perception d'autant plus importante qu'elle les guide dans leurs choix. Pour cette école, le monde n'est pas fait d'individus autonomes dont les comportements sont mécaniques et les finalités données, mais d'individus dotés de projets autonomes « dont les objectifs, les préférences et les choix évoluent en permanence dans le cadre d'un système cybernétique d'interaction réciproque⁵ ». Ainsi, les goûts et les besoins des individus ne se présentent pas comme des données objectives, mais dépendent largement de la subjectivité propre à chaque agent, en fonction d'informations sans cesse renouvelées par le biais du réseau de relations existant entre les individus. Leurs décisions traduisent donc une perception du monde qui reflète l'information.

Aussi le problème que doit résoudre la société qui veut édifier un ordre économique rationnel n'est-il pas un problème de pure logique de répartition des ressources, mais un problème de « division de l'information⁶ ». « Le caractère particulier du problème d'un ordre économique rationnel vient précisément de ce que l'information relative aux circonstances que nous devons apprécier ne se présente jamais sous une forme concentrée ou intégrée, mais seulement comme les parties dispersées d'une information incomplète et souvent contradictoire que possèdent tous les individus séparés. Le problème économique d'une société n'est dès lors plus seulement un problème d'allocation de ressources "données" — si "données" veut seulement dire données à un seul esprit (...) — il s'agit plutôt d'obtenir la meilleure utilisation possible de ressources connues par n'importe lequel des membres de la société, à des fins dont l'importance relative est connue de ces individus et d'eux seuls. (...) Il s'agit d'un problème d'utilisation de la connaissance, laquelle n'est jamais donnée à personne dans sa totalité⁷. » Hayek souligne que c'est parce que l'information n'est pas « donnée à un seul esprit » qu'il faut résoudre ce problème de la fragmentation de l'information avant de s'attacher au problème de la

répartition. Il se situe donc en amont des néo-classiques orthodoxes.

Sa conception originale du marché découle de cette prise de conscience. Dès 1937, dans un article important ⁸, Hayek affirme que l'économie de marché ne doit plus être définie par rapport au concept de rareté, mais par rapport à celui d'information. Le marché, outre sa fonction classique d'allocation des ressources sociales, est un mécanisme de création, de mobilisation et de diffusion d'informations et de connaissances ; c'est une « procédure de découverte ² » par le biais du système des prix. Cette conception permet aussi à Hayek de se démarquer de la notion néo-classique d'équilibre : les plans de consommation et de production ne s'ajustent pas linéairement sous la tutelle d'un grand adjudicateur, mais par des mécanismes d'apprentissage qui conduisent les agents à réviser leurs projets et à les rendre davantage compatibles entre eux. Ce qui compte, ce n'est pas tant l'équilibre que la tendance à l'équilibre.

La dispersion de l'information conduit à s'interroger sur le système d'organisation sociale le plus efficace pour corriger cette imperfection. « Le grand débat sur l'organisation économique de la société, relatif aux mérites comparés du système de marché ou du système de planification centralisée (...), doit nécessairement inclure les questions soulevées par cette fragmentation de l'information dans la société ¹⁰. » Hayek note que « savoir lequel de ces systèmes a le plus de chances d'être le plus efficace dépend principalement de la question de savoir sous l'empire duquel de ces systèmes nous pouvons nous attendre à l'utilisation maximale de l'information existante. Ceci, à son tour, dépend du fait de savoir si nous avons plus de chances de réussir en remettant entre les mains d'une seule autorité centrale l'ensemble de l'information dont il doit être fait usage mais qui se trouve à l'origine répartie entre de nombreux individus différents, ou bien en apportant aux individus l'information supplémentaire qui leur permette de confronter leurs projets avec ceux des autres ¹¹ ». Comme l'écrit I.M. Kirzner : « Et c'est bien la perception hayekienne de la fonction équilibrante d'un marché répartissant effectivement l'information utile qui l'a conduit à considérer le système de fixation des prix par le marché comme une sorte de "merveille" dont il ne voyait l'équivalent nulle part dans l'économie socialisée ¹². » En effet, pour Hayek, si le marché se révèle supérieur à tout autre forme d'organisation sociale, c'est « parce que dans une société où la masse des informations nécessaires à la coordination de la multiplicité des projets individuels dépasse tout ce que peut intégrer un cerveau individuel, la liberté laissée à chacun d'utiliser les informations dont il dispose sur son environnement pour poursuivre sa propre finalité est

le seul système qui permette d'assurer la mobilisation la plus optimale de l'ensemble des connaissances dispersées dans le corps social ¹³ ». Non seulement l'économie de marché a pour raison d'être l'imperfection de l'information, mais celle-ci est associée à l'idée de liberté. Si Hayek opte pour le marché, c'est en raison d'une sorte « d'optimum relatif de reconnaissance ¹⁴ » qu'il suscite et parce que, « fondamentalement, dans un système dans lequel l'information relative aux faits utiles est répartie entre de nombreuses personnes, les prix peuvent agir pour coordonner les actions séparées des individus, de la même manière que les valeurs subjectives aident un individu à coordonner les parties de son projet ¹⁵ ».

En fin de compte, le marché est supérieur non en termes d'efficacité — il n'est pas sûr qu'on atteindra l'optimalité absolue —, mais en termes de liberté. **Marché et liberté**, tels sont les deux mots-clés de l'article de 1945. Hayek a, en définitive, une vision instrumentale de l'idée de liberté ¹⁶. En ce sens, F. Machlup affirme que « l'une des idées les plus originales et les plus importantes qu'avance Hayek est celle du rôle de la "division de l'information" dans la société économique ¹⁷ ». L'école néo-autrichienne parle de « perspicacité hayekienne ¹⁸ » en matière de connaissance, et souligne le rôle du marché chez Hayek « comme un processus de découverte mobilisant et exploitant les parcelles disponibles mais dispersées de l'information répandue dans la société ¹⁹ ». H. Lepage estime que « ce qui, dans l'optique hayekienne, justifie le marché, n'est pas seulement son efficacité économique au sens strict, mais aussi et de façon indissociable son efficacité cognitive » ; il voit dans la démarche de Hayek une « reformulation de la traditionnelle main invisible » smithienne ou friedmanienne ²⁰. Plus largement, la supériorité du marché sur les systèmes planifiés a donné lieu à un large débat qui a opposé, dans les années 30, L. von Mises et F. Hayek à M. Dobb et O. Lange à propos du calcul économique dans une société socialiste ²¹. Enfin, notons que la filiation entre les articles des années 40 et l'ouvrage de 1931, *Prix et production*, est nié catégoriquement par A. Leijonhufvud ²².

Les conceptions hayekiennes en matière de marché et de rôle de l'information renouvellent la théorie de l'entrepreneur : son rôle central est réhabilité. Il n'est plus défini comme un innovateur exogène — conception shumpetérienne — mais comme « quelqu'un qui, par son initiative et son action, contribue à réduire l'ignorance des autres sur les possibilités que leur offre le marché de mieux réaliser leurs aspirations par rapport à ce que leur capacité personnelle d'information et d'initiative serait susceptible de leur révéler ²³ ». C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la controverse entre Loasby et Garrison. Le premier

écrit : « Il n'est pas nécessaire que l'information (sur les ressources, la technologie et les préférences) soit communiquée. Comme F.A. Hayek (...) l'a montré, personne n'a besoin de savoir pourquoi le prix de quelque produit particulier est ce qu'il est. (...) C'est l'augmentation du prix qui constitue le seul signal réellement utile », et de conclure : « L'explication par Hayek de l'économie de l'information à travers le fonctionnement du système des prix laisse pourtant en suspens un des problèmes de la théorie de l'équilibre général : comment les prix en sont-ils arrivés là ²⁴ ? »

Le second démontre, à l'appui du célèbre exemple de l'étain, que Loasby a mal interprété les propos de Hayek qui « supposent et dépendent de l'existence de quelques individus dont l'information comble le fossé entre une information strictement locale et l'information issue strictement des prix. Ce sont ces individus — nous les appelons les entrepreneurs — qui fixent les prix et résolvent en conséquence le problème posé par Loasby ²⁵ ».

Ce nouveau rôle de l'entrepreneur sera développé par les néo-autrichiens. I.M. Kirzner montre que « l'entrepreneur schumpeterien agit pour perturber une situation d'équilibre existante. L'activité entrepreneuriale interrompt le flux permanent du circuit. L'entrepreneur est décrit comme celui qui provoque le changement et crée de nouvelles opportunités, bien que chaque poussée d'innovation entrepreneuriale puisse conduire à un nouvel équilibre. L'entrepreneur est présenté comme une force de déséquilibre plutôt que comme une force d'équilibre. (...) Au contraire, mon approche du rôle de l'entrepreneur insiste sur sa contribution à l'équilibre. (...) Bien que, pour moi aussi, ce soit seulement par l'entrepreneur que les changements adviennent, je considère ces changements comme des changements tendant vers l'équilibre ²⁶ ».

La vision hayekienne du marché est une vision moderne qui ne laisse au marché que sa qualité d'initiateur de message et de liberté. Deux textes plus récents de Hayek prolongent cette idée. Dans *La Constitution de la liberté*, écrit en 1960, Hayek affirme que « c'est l'essence de la civilisation que de nous permettre constamment de bénéficier d'une connaissance que nous ne possédons pas à titre individuel (...), et il se peut que l'usage par un individu de la connaissance particulière qu'il détient aide d'autres individus, inconnus de lui, à parvenir à leurs fins ²⁷ ». Surtout, dans *Droit, législation et liberté*, Hayek soutient que « la concurrence doit être vue comme un processus dans lequel les agents acquièrent et communiquent de la connaissance ²⁸ ».

Notes .

1. R. Aron [1961], « La définition libérale de la liberté », *Archives européennes de sociologie* II, 1.
2. A. Caillé [1984 iologie], « Pour une critique de la raison libérale critique », *Bulletin du M.A.U.S.S.*, n° 9 1^{er} trimestre .
3. F.A. Hayek [1945], “The use of Knowledge in society”, *American Economic Review*, vol. 35 (sept. 1945), pp.519-530, repris dans F.A. Hayek [1980], *Individualism and economic Order*, Chicago, University of Chicago Press.
4. H. Lepage [1983], « Le marché est-il rationnel ? D’Adam Smith à F.A. Hayek », *Commentaire*, vol. 6, été 1983, p. 349.
5. H. Lepage, art. cité, p. 349.
6. F.A. Hayek [1937], “Economics and knowledge”, *Economica, new sery*, 1937, pp. 33-54, repris dans *Individualism and Economic order*, op. cit., pp. 33-56.
7. F.A. Hayek, The use of knowledge in society, art. cité, pp. 77-78.
8. F.A. Hayek, “Economics and Knowledge”, art. cité.
9. F.A. Hayek [1978], “Competition as discovery procedure” in *New studies in philosophy, Politics and the history of ideal*, Routlege and Kogan Paul, London, pp. 179-190.
10. I.M. Kirzner [1979], *Perception, opportunity and profit : studies in the theory of entrepreneur*, University of Chicago Press, I, p. 15.
11. F.A. Hayek, “The Use of knowledge in society”, art. cité, p. 79.
12. I.M. Kirzner, op. cit., p. 15.
13. F.A. Hayek, art. cité.
14. H. Lepage [1980], *Demain le libéralisme*, Paris, Le Livre de poche.
15. F.A. Hayek, art. cité, p. 220.
16. A. Caillé [1984], art. cité, p. 71.
17. F. Machlup [1976], *Essays on Hayek*, F. Machlup éd., New York University Press, p. 36.
18. I.M. Kirzner, op. cit., p. 14.
19. I.M. Kirzner, op. cit., p. 150.
20. H. Lepage, art. cité, p. 351.
21. Sur ce débat : F. Machlup, op. cit., pp. 33-36, A. Shenfield [1983], *Myth and reality in economic system*, Adam Smith Institute, London, pp. 72-79, F.A. Hayek [1935], *Collectivist economic planning*, Routledge and Kogan Paul, London, repris en partie dans *Individualism and economic order*, op. cit., pp. 119-208.
22. A. Leijonhufvud [1968], *On Keynesian economics and the economics of Keynes*, Oxford University Press, p. 401. « Pour une opinion différente », cf. la préface de Ch. Schmidt [1975] à *Prix et Production*, Paris, Calman- Levy, p. 9.
23. I.M. Kirzner [1973], *Competition and Entrepreneurship*, University of Chicago Press.
24. B.J. Loasby [1982], “Economies of dispersed and incomplete information” dans *Essays in Honor of L. von Mises: Method, process and Austrian economics*, I.M. Kirzner éd., Lexington Books, pp. 114-115.
25. R.W. Garrison [1982], “Austrian economics as the middle ground : comment on Loasby”, in *Essays in honor of L. von Mises*, op. cit., pp. 132-133.
26. I.M. Kirzner, op. cit., pp. 72-75.
27. F.A. Hayek [1960], *The Constitution of liberty*, Routledge and Kogan Paul, London, p. 25.
28. F.A. Hayek [1983], *Droit, législation et liberté, tome III : L’ordre politique d’un peuple libre*, Presses universitaires de France, p. 81